

# Les séparatistes catalans s'offrent une victoire au goût amer

## LE RÉSUMÉ

Avec 72 sièges mais moins de la moitié des suffrages, les indépendantistes catalans ont remporté une demi-victoire.

Ils peuvent soit lancer un processus (risqué) de séparation, soit attendre les prochaines élections législatives de décembre.

### VINCENT GEORIS

Parfois, les plus belles victoires peuvent laisser un goût amer. L'amertume d'avoir rallié un grand nombre d'électeurs, sans pour autant être en mesure d'exécuter son programme. L'amertume de se voir réduit à crier victoire... en même temps que ses adversaires politiques.

Certes, les indépendantistes catalans ont réalisé dimanche un score historique en décrochant 72 sièges au parlement régional. La liste commune Junts pel Si («Ensemble pour le oui»), envoie 62 députés dans l'hémicycle. La Candidatura d'Unitat Popular (CUP), son homologue d'extrême gauche, en obtient 10. Les catalanistes dépassent la majorité absolue de 68 sièges sur 135.

Mais la Catalogne n'est pas prête à quitter le royaume d'Espagne. N'en déplaît aux séparatistes flamands, N-VA en tête, et écossais qui saluaient le score des partis frères catalans sans en saisir, visiblement, toute l'équivocité.

Les deux partis devront d'abord trouver un terrain d'entente pour voir quelle suite apporter au scrutin. La CUP a toujours dit qu'elle n'empêcherait jamais Junts pel Si de lancer un processus de sécession. En même temps, elle juge impensable de monter dans le même exécutif.

Par ailleurs, le résultat de Junts pel Si est inférieur à la somme de celui que les deux partis qui composent cette alliance, CDC (Convergence démocratique de Catalogne)

et ERC (Gauche républicaine de Catalogne), avaient réalisé aux précédentes élections.

## Pas de plébiscite pour la sécession

Obtenir la majorité des sièges ne suf-

fit pas à mener la Catalogne droit vers l'indépendance. Les deux listes ne recueillent que 47,8% des suffrages. Plus de la moitié des électeurs ont donc choisi des partis opposés à la sécession.

La Catalogne reste profondément divisée sur son avenir. On est loin du plébiscite souhaité par les sécessionnistes, qui auraient voulu que cette élection régionale se substitue à l'impossible référendum sur l'indépendance de la Catalogne. Pour rappel, tout référendum sur le sujet est jugé illégal par le Conseil d'État espagnol, un avis derrière lequel se retranche le gouvernement national.

Vu de Madrid, il est aisé de faire glisser cette victoire apparente au rang des échecs. «*Les prétentions de quelques-uns étaient et restent en dehors de la loi, mais en plus maintenant, il a été démontré qu'ils n'ont pas l'appui de la majorité des citoyens*», a dit hier le chef du gouvernement espagnol, le conservateur Mariano Rajoy.

Quelle sera la suite? Le prochain gouvernement catalan devrait être dirigé par le conservateur Artur Mas, président sortant de l'exécutif catalan et chef du parti CDC. Le leader séparatiste s'est montré déterminé hier. «*Nous avons une énorme légitimité pour aller de l'avant avec notre projet*», a-t-il dit. Mais celui qui a gagné le surnom de «Moïse catalan»

aux élections régionales de 2012, aura fort à faire.

Il faudra convaincre Mariano Rajoy, lequel lutte contre l'indépendantisme catalan depuis toujours et a réitéré hier son opposition à tout dialogue «*sur la fin de l'unité de l'Espagne*».

## Vers un processus de séparation

Les sécessionnistes ne peuvent en aucun cas proclamer de manière unilatérale l'indépendance de la Catalogne. Ils peuvent toutefois lancer un processus de séparation.

Junts pel Si n'a jamais opté pour la stratégie de rupture, mais bien de parvenir à une séparation négociée. La volonté d'Artur Mas est d'imposer au gouvernement espagnol le référendum d'autodétermination dont Madrid ne veut entendre parler.

Mais osera-t-il imposer d'emblée cette feuille de route? Les indépendantistes peuvent, dans le mois et demi qui vient – le délai pour former un gouvernement – adopter des mesures mettant en œuvre le processus séparatiste. Si tel est le cas, un bras de fer débiterait alors avec Madrid. Le gouvernement espagnol prendrait des mesures de rétorsion.

Pour éviter l'escalade, les catalanistes pourraient attendre le résultat des prochaines élections législatives espagnoles, prévues en décembre prochain. Il reviendrait alors au prochain gouvernement de solutionner la crise.

Cette option donnerait plus de latitude à l'autre gagnant du suffrage régional, Ciudadanos, qui s'offre 25 députés contre trois en 2012. Ce parti modéré plaide pour le dialogue et une révision de la constitution espagnole. Les autres partis catalans, le PP et le PSOE, sont aussi partisans du statu quo.

Madrid, pour sa part, peut continuer à s'opposer au référendum. Mais cette intransigeance a surtout conduit à renforcer les indépendantistes.

On le voit, l'écheveau sera difficile à démêler. La réponse pourrait venir de l'Europe. Mais la Commission a décliné. «*C'est une affaire intérieure de l'Espagne*», a dit hier son porte-parole Margaritis Schinas. L'exécutif européen a toujours été clair sur la question: l'indépendance de la Catalogne entraînera sa sortie de l'Union européenne.

